

[Text]

But I am very concerned with the public record in respect of what we consider in the context of this bill. I think it is clear from the Auditor General's comments, and it is clear from the material in the budget, that a lot of this information is not provided in the ordinary budget documents, nor in the annual estimates. This is the only forum for requesting it.

The Chairman: The only difficulty I see with that is that last Tuesday we selected three other witnesses to appear before the committee. After that we were supposed to study it clause by clause. Now, if we add one more witness or two more witnesses. . . I do not know the feeling of the committee on the work. We were planning on returning the bill to the House—

• 1220

Mr. Manley: I am quite aware of that, and I do not propose this from the point of view of wanting to be obstructionist or anything, but really more from the point of view of saying that unless some real urgency has been indicated in reporting the bill, if we could extend it by a week, seek some of this information, add it to the record and possibly obtain some clarification on it, I think we would be doing the proper public service with respect to this item.

The Chairman: I will try to have some officials at the next meeting, just before we start clause by clause, and we can put a couple of questions to them for clarification, if it is the will of the committee.

Mr. Manley: I am sure they are aware of the Auditor General's recommendations. It has been two years now. Some of this material doubtless exists in the department. I am sure it exists in the department. I am thinking that printed material should be available to us as well. It is a very extensive background.

Mr. Couture: I certainly think next Tuesday will be impossible. Let us say the three are coming. Now we have one who has confirmed. Unless we want to scratch one and replace it by the official. . . We are starting at 11 a.m. and we probably will not finish before 2 p.m. If we start clause by clause at 1.15 p.m., naturally there is a lot of responsibility for myself and for other members elsewhere than here. It is going to be for me much too long a meeting.

We should decide right away to say to Mr. Cameron not to come and to put the official there. At least at 1.15 p.m. we can then start on the bill clause by clause and return it to the House as soon as we can. It is important, very important that it returns there.

The Chairman: We had a motion last meeting—

Mr. Couture: Yes, we did.

The Chairman: —that we finish on Tuesday so we cannot come back on this.

[Translation]

notre travail. Je tiens beaucoup à ce que tous les documents relatifs à l'étude de ce projet de loi soient du domaine public. Je pense qu'il est clair, à la lecture des observations du vérificateur général et des documents budgétaires, que beaucoup de ces renseignements ne sont pas fournis dans les documents budgétaires ordinaires ni dans le budget des dépenses annuel. Notre Comité est la seule instance permettant d'en faire la demande.

Le président: Le seul problème, c'est que mardi dernier nous avons choisi trois autres témoins qui doivent comparaître devant le Comité. Par la suite, nous devons passer à l'étude article par article. Maintenant, si nous ajoutons un ou deux autres témoins. . . je ne sais pas ce qu'en pensent les membres du Comité. Nous avions prévu de renvoyer le projet de loi à la Chambre. . .

M. Manley: Je le sais et je ne fais pas cette proposition pour faire de l'obstruction, pas du tout. Ce que je veux dire, c'est qu'à moins qu'il n'y ait vraiment urgence, nous pourrions retarder d'une semaine le renvoi du projet de loi afin de chercher à obtenir cette documentation pour la verser au dossier et peut-être obtenir certaines précisions à son sujet. Je pense que ce serait la meilleure chose à faire dans l'intérêt public.

Le président: Je vais essayer de faire venir des fonctionnaires à la prochaine séance, juste avant que nous commençons l'étude article par article; si telle est la volonté du Comité, nous pourrions ainsi leur poser quelques questions pour obtenir des précisions.

M. Manley: Je suis certain qu'ils sont au courant des recommandations du vérificateur général. Cela fait maintenant deux ans. Nul doute que ces documents circulent au ministère. Je suis certain qu'on les a au ministère. Je pense que nous devrions également avoir ces imprimés à notre disposition. Ce sont des documents explicatifs très complets.

M. Couture: À mon sens, il sera impossible de le faire mardi prochain. Supposons que les témoins viennent tous les trois. Il y en a un qui a confirmé sa présence. À moins que nous ne décidions d'en rayer un de la liste pour le remplacer par les fonctionnaires. . . la séance commence à 11 heures et ne se terminera probablement pas avant 14 heures, en supposant que l'on commence l'étude article par article à 13 h 15. Naturellement, moi-même et plusieurs autres députés ont d'autres tâches qui les attendent ailleurs. Pour moi, ce sera une réunion beaucoup trop longue.

Nous devrions décider tout de suite de dire à M. Cameron de ne pas venir et d'inviter les fonctionnaires à sa place. Ainsi, nous pourrions au moins commencer l'étude article par article du projet de loi à 13 h 15 et en faire rapport à la Chambre le plus tôt possible. C'est important, très important de le renvoyer à la Chambre.

Le président: Nous avons adopté à la dernière séance une motion. . .

M. Couture: Oui, en effet.

Le président: . . .selon laquelle nous devons en terminer mardi et nous ne pouvons pas revenir là-dessus.